

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

novembre 2014

globule
rouge
INFO

APRÈS LE 15 NOVEMBRE PLUS QUE JAMAIS POUR UNE ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ !

L'appel du collectif **Alternative à l'Austérité**, dans lequel le PCF est pleinement engagé, a permis que se déroulent de nombreuses manifestations et rassemblements dans le pays le 15 novembre. Cet appel rassemble des forces politiques au-delà du Front de gauche, des organisations syndicales, des associations, et continue de travailler depuis le lancement de l'appel pour le 12 avril. C'est en soi une très bonne nouvelle qui ouvre des perspectives politiques au mouvement social.

Ce rassemblement large sur un contenu réel et de gauche est à rechercher et à construire pour combattre les consé-

quences des lois de financement de la sécurité sociale et de l'état. C'est un objectif réaliste même s'il demande du travail et des efforts.

Nous ne lâchons pas sur la bataille

contre les choix gouvernementaux en matière de protection sociale, notamment pour la sécurité sociale. Les reculs qu'ils veulent imposer sont à combattre avec détermination et ténacité.

La conférence nationale du PCF des 8 et 9 novembre a largement confirmé l'engagement des communistes et de leurs élu-e-s dans les batailles de construction d'alternatives de gauche à l'austérité. Notre démarche de partir des besoins, de chercher à répondre aux besoins humains du plus grand nombre et non de

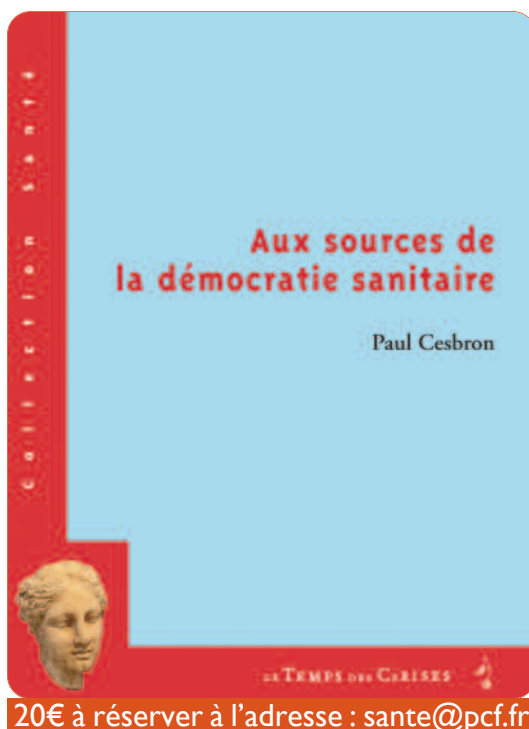
se soumettre aux diktats du Medef et de la droite a été confirmée lors de l'atelier du dimanche matin.

Lors des rendez-vous électoraux de 2015, les listes présentées et soutenues par le PCF porteront un programme concrétisant des alternatives aux politiques revanchardes de la droite, aux ambitions xenophobes de l'extrême droite, aux choix de soumission

à l'austérité de celles et ceux qui soutiennent le gouvernement.

Oui, l'alternative de gauche à l'austérité, nous y croyons, nous la portons !

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale



20€ à réserver à l'adresse : sante@pcf.fr

la
réunion de
la commission
sera le

**samedi
6 décembre
de 9H à 16H
au CN du PCF**

merci de confirmer
la participation à :

sante@pcf.fr

DISPARITION DE GUY FISCHER **UNE PERSONNALITÉ POLITIQUE NATIONALE QUI FAIT HONNEUR À LA RÉPUBLIQUE**

Guy Fischer est resté debout, actif, lucide jusqu'au bout malgré une maladie impitoyable dont l'issue est trop souvent inéluctable. En pleine connaissance de cause, il a révélé ce pronostic fatal.

Originaire d'une famille ouvrière, l'instituteur des Minguettes, secrétaire de la section du PCF, est devenu premier adjoint à l'Urbanisme à Vénissieux en 1977 et l'est resté jusqu'en 1995. Il a ensuite accédé au poste de sénateur du Rhône de 1995 à 2014, vice-président du Sénat de 2004 à 2011, Guy est décédé le samedi 1er novembre.

L'honneur de la République, c'est d'avoir en son sein des hommes de cette trempe qui n'ont qu'un seul but, celui de servir les autres, en aucun cas celui de se servir. Il avait assurément une haute idée de l'éthique politique.

Guy Fischer a toujours été un homme d'union, de dialogue, d'ouverture, empreint d'humanisme.

Sa rigueur et son engagement lors de rudes batailles parlementaires atteignirent leur sommet lors du débat sur les retraites en 2012 où durant trois semaines il ne rata pas une seule séance, siégeant jour et nuit jusqu'à l'épuisement. Il fut un parlementaire remarquable aux convictions fortes, mais toujours ouvert au débat, avec chevillés au corps la République sociale et un humanisme débordant.



Guy va nous manquer. Il nous manque déjà pour les batailles à venir.

à partir des hommages d'André Gerin et d'Éliane Assassi pour le groupe du Sénat

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

UN « CHOC DE SIMPLIFICATION » qui va mettre en pièces la santé des salariés

Sous prétexte de « choc de simplification », le gouvernement s'apprête à mettre en pièces la médecine du travail, le droit au reclassement des salariés handicapés et la protection des salariés mineurs.

La santé au travail ne saurait être bradée au nom de la « sécurisation juridique des entreprises ». Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité de leurs salariés. Aucun « choc de simplification » ne saurait justifier que le gouvernement engage la casse programmée de la médecine du travail.

Le PCF s'oppose catégoriquement aux « mesures de simplification » que constitueraient :

- la suppression de la visite médicale d'embauche
- la mise à la trappe de l'obligation de l'employeur de suivre les avis des médecins du travail et notamment leurs propositions d'aménagement du poste de travail des salariés rencontrant des problèmes de santé,
- la remise en cause de la protection particulière dont bénéficient les salariés mineurs

Paris, le 4 novembre 2014

TRANSFUSION SANGUINE

Une tribune a été publiée dans *l'Humanité* contre l'article 51 du PLFSS 2015 qui vise à transformer le service public de l'EFS (Etablissement français du sang) en un sous-traitant d'une multi nationale. C'est indigne !

Des actions sont en cours, les communistes les soutiennent sans ambiguïté.

MISE EN CAUSE DE LA MÉDECINE DU TRAVAIL

Les pages web de la commission contiennent une fiche argumentaire pour dénoncer le choc dit de simplification décidé par le gouvernement pour remettre en cause la médecine du travail.

À consulter : sante.pcf.fr

HAUTE MARNE SAUVER L'HÔPITAL DE CHAUMONT POUR SAUVER LA SANTÉ

Notre parti l'a déjà dit, le rapport de la Cour des comptes n'est qu'un laborieux exercice de comptabilité publique pour justifier des atteintes au service public de santé en Haute-Marne. Cette politique libérale destinée à favoriser les entreprises privées n'est pas nouvelle.

Un effort financier était certes proposé par le gouvernement pour des investissements importants mais 3/4 des sommes restaient à la charge des hôpitaux. C'est le remboursement de ces investissements qui pèse si lourd encore aujourd'hui dans les finances de l'hôpital de Chaumont et qui oblige la direction à contracter de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents. On le voit bien, la nécessité que l'État reprenne la main pour sauver le service public de santé se fait sentir. Il n'en prend pas le chemin et contribue au contraire à appauvrir nos hôpitaux.

Ceux qui ont gouverné et ceux qui gouvernent aujourd'hui ont une part importante de responsabilité dans la situation de nos hôpitaux et le désintéret de Mr Chatel qui était conseil d'administration puis de surveillance de l'hôpital de Chaumont est particulièrement choquant. Or comme la sec-

tion de Chaumont de notre parti le disait déjà dans un tract en 2003, « **La santé est un droit qu'il revient à l'État de garantir** ». Ainsi, les combats à mener pour aller dans cette direction sont nombreux :

- exiger le maintien de toutes les structures hospitalières (moratoire)
- remboursement par l'État de la dette qui accable nos hôpitaux
- mise en place d'une coordination départementale « personnels de santé-usagers-élus » pour établir une carte de la santé en Haute-Marne.

Nous devons construire ensemble une coopération avec tous ceux qui le désirent afin de formaliser en Haute-Marne un projet de santé publique qui sera ensuite soumis aux hauts-marnais par voie référendaire. ...

Notre parti entend contribuer de toutes ses forces à cette nécessité d'un service public de santé, de qualité, adapté à notre époque.

communiqué de la Fédération de Haute-Marne du Parti communiste français et de sa section de Chaumont

parole d'élus

Val de Grâce ni fermeture ni démantèlement



par **Hervé Bégué**
conseiller de Paris
du 14e arrondissement

Dans la logique des politiques d'austérité menées par le gouvernement, avec la loi de programmation militaire qui vise à faire des économies, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a pris la décision de la fermeture de l'hôpital de Val de Grâce.

L'argument avancé par le ministère serait le coût de sa remise aux normes, estimé à 180 millions d'euros (la force de dissuasion nucléaire coûte 3,5 milliards d'euros par an et les opérations militaires extérieures coûtent, quant à elles, 1 milliard par an), il ne s'agit donc pas d'une logique d'économies mais le résultat d'une politique de rigueur. Cette fermeture s'inscrit dans une politique plus large sur la santé publique avec une nouvelle approche des hôpitaux visant à la contraction des hôpitaux publics, notamment en région parisienne où l'objectif est de réduire les temps d'hospitalisation des patients et l'offre publique de soins au détriment du service public de santé.

L'hôpital du Val de Grâce est un élément majeur de cohérence et de fonctionnement du service de santé des armées. Il est de la responsabilité de l'État de le remettre aux normes d'autant plus que les conséquences de sa fermeture coûteraient plus cher en termes de santé publique que

les 180 millions nécessaires à sa rénovation.

Cette fermeture aurait pour conséquence la diminution de l'offre de soins à Paris. En effet, si le Val de Grâce est connu comme hôpital militaire recevant des chefs d'État français et étrangers, il n'en demeure pas moins vrai que 75% des patients sont des civils issus de Paris et sa région. De par son plateau technique d'excellence, en coopérant, notamment, avec l'hôpital Cochin, ou en hébergeant le service pneumologie de l'Hôtel Dieu, il contribue à une offre de soins de haut niveau à Paris.

Les élu-es du groupe communiste/Front de gauche du Conseil de Paris s'opposent à la fermeture du Val-de-Grâce. Nous demandons qu'un audit sur cette question soit effectué par les commissions Défense et des Affaires sociales du Parlement. En raison du caractère historique de l'hôpital du Val-de-Grâce, nous proposons également que le site soit déclaré « bien inaliénable de la nation ».

En tout état de cause, les élu-es du groupe communiste/Front de gauche du Conseil de Paris demandent à l'État d'assumer jusqu'au bout ses devoirs envers le peuple français en termes de défense du territoire et de santé publique.

LA FIÈVRE MONTE

URGENCE POUR LES HOPITAUX

Le signal d'alarme a sonné. L'Hôpital de Roanne est mis sous tutelle et on y annonce la suppression de 91 emplois. Une centaine d'emplois doivent être supprimés au tout nouvel hôpital du Forez. Un plan de réorganisation des hôpitaux de Loire-sud est en cours d'élaboration, dans le secret d'un comité de pilotage, dans un calendrier extrêmement resserré. Et la menace est désormais confirmée de la disparition des activités universitaires de plein exercice du CHU de Saint-Etienne, dans le cadre de la fusion des régions.

Que se passe-t-il ? L'essentiel est dans la politique d'austérité aggravée menée par le gouvernement. Manuel Valls a décidé d'un plan de 50 milliards d'économies ? 25 doivent être trouvés sur le champ de la santé et de la sécurité sociale !

Le problème de nos hôpitaux est leur asphyxie budgétaire. Le budget de la Sécurité sociale conduit à des déficits structurels des établissements publics, soumis à la concurrence déloyale des établissements privés. Les conditions de travail des agents hospitaliers sont les conditions de soins des usagers. Il s'agit d'un enjeu majeur dans notre département, marqué par des

dans la Loire

problématiques de santé plus fortes qu'ailleurs : le vieillissement, les taux de précarité, de suicide, de non recours aux soins sont plus élevés de la région.

Parce que nous refusons cette casse de l'Hôpital public, parce que nous refusons la marchandisation de la santé, parce que nous refusons les inégalités devant la maladie, **les communistes de la Loire ont décidé d'engager une contre-offensive citoyenne.** Une commission *Santé* s'est réunie en présence de Jean-Luc Gibelin, dirigeant national du PCF chargé des questions de Santé/ protection sociale, de syndicalistes hospitaliers, d'usagers, de militants et d'élus communistes de la Loire. Un appel de personnalités se prépare pour exiger le report du calendrier de refonte des hôpitaux de Loire-sud, l'ouverture d'une véritable co-élaboration du projet hospitalier territorial capable de relever les défis de santé publique de la population ligérienne, les financements nécessaires au développement du service public hospitalier.

Cet appel a été rendu public le 7 novembre, et la date du 10 décembre est avancée comme journée de manifestation. La table ronde *Pour nos hôpitaux !* » samedi 29 novembre, lors de la *Belle journée* organisée par la fédération de la Loire du PCF à Terrenoire, sera un moment d'appropriation collective de ces enjeux.

Vincent Bony

les cocos dans les collectifs locaux

APPEL DU 1er NOVEMBRE ça suffit !

La mobilisation contre le projet de loi santé et pour la refondation d'une psychiatrie humaniste à pris un nouvel élan ce 1er novembre lors du meeting organisé par le *Collectif des 39*.

Ce meeting a frappé tous les observateurs par le nombre de participants (plus de 600 un jour férié !), mais surtout par la force et le nombre de témoignages de patients et de familles qui sont venus se mêler à ceux des professionnels. Le constat est sévère.

Trop souvent les patients ont le sentiment de ne pas être pris en considération en tant que sujet, que les soignants ne se préoccupent que de leurs symptômes, ne prennent pas le temps de la relation. Ils vivent comme une humiliation le recours systématique à la mise en pyjama lors des hospitalisations... Quand aux familles, elles ont le sentiment que les Secteurs abandonnent leurs proches en dehors des hospitalisations et de la contrainte...

Après la présentation des principales menaces contenues dans le projet de loi santé, une table ronde a réuni associa-

tions, syndicats et partis (dont le PCF) ainsi que Laurence Cohen, sénatrice PCF et Denis Robilliard, député PS. En dehors de Robilliard, ils se sont tous engagés à travailler en convergence au rejet du projet de loi et à élaborer une refondation de la psychiatrie qui pourrait faire l'objet d'une grande loi cadre pour la psychiatrie.

Parmi les initiatives prévues, il y a une demande d'audience commune auprès de la ministre, avec éventuellement un rassemblement devant le ministère, la convocation d'une conférence de presse, l'organisation d'un colloque en amont de la loi au Sénat et un autre à l'Assemblée, la tenue de forums partout où c'est possible (dans les hôpitaux, les cités...).

Nous appelons tous les organisations du PCF et tous les militants à participer au succès de ces forums et là où c'est possible d'en prendre l'initiative.

Le meeting s'est conclu sur l'adoption de « *L'appel du 1er novembre : ça suffit !* » (en ligne sur le site des 39 : collectifpsychiatrie.fr) lancé par le *Collectif des 39* que nous appelons à signer et faire signer massivement.

Serge Klopp